

# Le Carana

**Position géographique :** le Carana est situé sur la côte est du 8<sup>ème</sup> continent, entre les latitudes 8 et 10. Sa superficie totale est de 120 000 km<sup>2</sup>, et son littoral s'étend sur 300 kilomètres.

**Géographie et climat :** le Carana comprend deux zones géographiques principales, à savoir les plaines situées dans les parties orientale et centrale du pays, et la région montagneuse de l'ouest et du sud-ouest. Les trois principaux cours d'eau du Carana (le Kalesi, la Mogave et le Torongo) prennent leur source dans la partie montagneuse de l'ouest et s'écoulent vers l'est jusqu'à leur embouchure dans l'océan. Le climat est chaud et humide. Situé à proximité de l'équateur, le Carana ne connaît pas de différences importantes entre l'hiver et l'été. À l'origine, son territoire était entièrement couvert par la jungle et des forêts d'arbustes denses, ce qui est toujours le cas de l'ouest et du sud du pays. Environ 20 % de sa superficie totale est actuellement affectée à la production de légumes, de fruits et de céréales, dont le millet. De faibles superficies situées dans la jungle ont été défrichées pour être affectées à des activités agricoles. Le Carana regorge de ressources naturelles, mais leur répartition sur son territoire est inégale.

## Histoire :

L'État du Carana était, au moment de sa fondation en 1904, une colonie française. En 1955, son statut juridique a été modifié lorsque le pays est devenu une république de la communauté française. En 1962, il a accédé pleinement à l'indépendance.

## Administration :

D'un point de vue du découpage administratif, le Carana comprend huit provinces. La capitale nationale est Galasi. Les chefs-lieux de province sont Galasi, Maroni, Sureen, Alur, Faron, Folsa, Amsan et Corma.

Le Carana est membre de la Coalition régionale du 8<sup>ème</sup> continent (CRC). Regroupant les 12 pays du continent, cette organisation a pour mission principale d'améliorer la situation économique des populations qui y sont établies.

## Groupes ethniques :

La population du Carana comprend plus de 15 groupes ethniques différents. La plupart d'entre eux ne comptent que peu de membres et sont socialement et politiquement marginalisés. Les trois principaux groupes ethniques (Falins, Kori et Tatsi) représentent 90 % de la population. Les koris (32 %) sont établis dans l'ouest et sont le groupe ethnique dominant dans les provinces de Tereni et Koloni. Les falins (44 %) sont le groupe ethnique majoritaire à l'échelle du pays et sont surtout présents dans les parties orientale et centrale du Carana. Les tatsis (14 %), qui vivent dans le sud, sont le groupe majoritaire dans la province de Leppko.

## Religion :

Selon les estimations de la Banque mondiale datant de 2010, environ 75 % de la population du Carana est chrétienne. L'islam est pratiqué par plus de 20 % de la population, principalement dans le sud. Environ 25 % de la population chrétienne est de confession protestante (luthériens ou baptistes), tandis que 40 % sont catholiques. En ce qui concerne la répartition par groupes ethniques, la majorité des falins sont catholiques, tandis que la plupart des koris sont protestants. La plus grande partie des tatsis appartiennent à la branche sunnite de l'islam.

## Informations générales

<b>Population totale</b>	14 millions d'habitants
<b>Croissance démographique</b>	3,6 %
<b>Pyramide des âges</b>	<15 ans : 44 % 15 to 18 : 13 % 18 to 60 : 39 % >60 : 4 %
<b>Taux de fécondité</b>	5,1 enfants par femme
<b>Mortalité infantile</b>	9,1 décès pour 100 naissances
<b>Langue</b>	Français

<b>PIB</b>	9,3 milliards de dollars
<b>PIB par habitant</b>	520 dollars
<b>PIB par secteur</b>	Agriculture : 27 % Secteur manufacturier : 16 % Industries extractives : 32 % Services : 25 %
<b>Croissance du PIB</b>	De 1919 à 1997 : moyenne de 3 % par an 2006 : -4 % 2007 : -2,5 % 2008 : -2,8 % 2009 : -6,9 %
<b>Monnaie</b>	Frc (franc caranaï) 100 Frcs = 1,5 dollar

**Faits marquants survenus pendant la période postcoloniale :**

Après son accession à l'indépendance, le Carana a connu une succession de coups et de contre-coups d'État jusqu'en 1994 ; c'est alors que, sous la pression internationale, des élections libres ont été tenues.

Le PDC (Parti démocratique du Carana) a remporté les élections, et c'est son chef, Jackson Ogavo, qui est devenu le premier président élu du pays. Au début, la composition du gouvernement reflétait la répartition de la population entre les différents groupes ethniques du pays, malgré la position dominante que les Falins continuent d'occuper, et elle respectait les principes démocratiques qui ont été consacrés par la suite dans la constitution de 1995. Toutefois, suite à l'évolution des objectifs prioritaires d'Ogavo, il s'est de plus en plus attaché à réduire à l'impuissance tous les groupes d'opposition et à consolider les bases de son pouvoir. Depuis 2001, il a renforcé l'influence du gouvernement central sur toutes les activités économiques et sociales en promulguant des lois et des règlements administratifs. Le remplacement de tous les principaux ministres koris et tatsis faisant partie de l'équipe gouvernementale par des membres de la tribu Falin, à laquelle appartient Ogavo, a entraîné la mise en œuvre d'une politique de plus en plus répressive, s'est traduit par une inefficacité administrative et économique croissante, et a favorisé la corruption. Alors que l'économie était en pleine expansion, elle est en déclin depuis 2006, et des crises humanitaires régionales sont survenues de manière régulière.

**Gouvernement :** Le Carana est gouverné en vertu d'une constitution adoptée par référendum en 1995. Il s'agit d'une république présidentielle, dont le président, élu pour un mandat de 5 ans, est le chef de l'État. Bien que la constitution prévoie le maintien en place d'un système politique démocratique, le Président Ogavo a progressivement anéanti toute opposition digne de ce nom, de sorte que le Carana est, en pratique, un État à parti unique depuis 2001. Aujourd'hui, le seul parti politique autorisé par la loi est le PDC (Parti démocratique du Carana), dont la plupart des membres appartiennent à l'ethnie Falin. Tous les députés siégeant au parlement sont membres du PDC ou ont des liens étroits avec ce parti.

**Nutrition et santé :** Bien que toutes les denrées alimentaires de base soient en vente sur les marchés, une grande partie de la population n'a pas les moyens de se procurer les aliments nécessaires pour se nourrir correctement. Il n'existe pratiquement aucune infrastructure médicale dans les régions rurales. L'un des principaux problèmes humanitaires à résoudre au Carana est le manque flagrant de services médicaux opérationnels dans les régions du sud et de l'ouest contrôlées par les rebelles.

**Infrastructures :** Le Carana est doté d'un réseau routier adéquat, qui comprend des routes bitumées (avec revêtement) reliant la plupart des parties du pays entre elles, ainsi que les principaux centres urbains. Dans l'ouest et le nord, ces routes assurent également le raccordement aux réseaux de deux pays voisins, le Katasi et le Sumora. Quelques routes avec revêtement peuvent résister aux effets de la mousson, mais la majorité d'entre elles sont dans un tel état que d'importants travaux d'entretien sont nécessaires. Le Carana dispose également d'un vaste réseau de routes et pistes secondaires (sans revêtement), qui deviennent souvent impraticables pendant la saison des pluies.

Les ponts construits sur les routes avec revêtement sont généralement constitués d'éléments en acier et en béton. Ceux qui se trouvent sur les routes sans revêtement sont habituellement construits en bois, et chacun d'entre eux doit être évalué avant de pouvoir être franchi par des véhicules de l'ONU.

Il existe deux lignes de chemin de fer, la première reliant Galasi à Akkabar, et la deuxième Maldosa à Mia. Toutes deux sont partiellement opérationnelles, mais comme elles sont en mauvais état, il est urgent d'y effectuer les travaux de réparation nécessaires.

Au Carana, on compte trois ports en eau profonde et plusieurs ports de pêche de moindre importance. Ces derniers sont dépourvus des moyens nécessaires pour permettre le chargement et le déchargement des navires, mais ils peuvent accueillir les caboteurs (bateaux qui servent à naviguer le long des côtes).

Les aéroports internationaux de Galasi et Corma sont tous deux opérationnels et conformes aux normes internationales applicables au trafic aérien. Dans un cas comme dans l'autre, les pistes permettent d'accueillir des avions gros porteurs.

**Électricité et eau :** Le pays compte deux centrales hydroélectriques (barrages de Kilu et de Salobo), et une centrale alimentée au charbon, à Galasi. Au cours des dernières années, le Carana a été un exportateur net d'électricité pendant et après la saison des pluies. À la suite des affrontements, la plus grande partie des installations électriques proches du barrage de Salobo ont été endommagées ou détruites. L'instabilité observée dans la région de Hanno, attribuable aux troubles provoqués par les mineurs, a entraîné une pénurie de charbon, ce qui a limité la production d'électricité.

La plupart des régions du pays ont accès à l'eau potable, mais sa qualité est variable.

**Situation actuelle** : En raison de la situation économique et de la discrimination pratiquée par le gouvernement à l'égard des koris et des tatsis, des groupes d'opposition politique et des mouvements rebelles se sont formés au milieu de la décennie qui a suivi l'an 2000. Le gouvernement a privé la plupart de ces groupes de leurs moyens d'action en utilisant les forces armées et la gendarmerie pour faire disparaître toute forme d'opposition au régime d'Ogavo. En 2006, quelques mouvements rebelles de faible envergure implantés dans la province de Tereni se sont joints à des groupes plus importants et mieux organisés connus sous le nom de Mouvement Patriotique du Carana (MPC) pour former une opposition militaire efficace et bien structurée. Le MPC a remporté certains succès locaux dans l'ouest à l'occasion d'affrontements avec les Forces de défense du Carana (FDC), composée en majeure partie de falins, ce qui lui a valu d'accroître sa popularité auprès des habitants de l'ouest du pays. En 2009, cette tendance a atteint son apogée lorsque les FDC ont perdu le contrôle de vastes zones des régions montagneuses de l'ouest. S'il est vrai que les opérations militaires menées par le MPC étaient bien coordonnées et exécutées avec succès, les rebelles étaient dépourvus d'une stratégie politique cohérente, ce qui explique qu'ils n'ont pas réussi à tirer parti des gains qu'ils avaient réalisés ; leurs seuls objectifs déclarés étaient d'écarter Ogavo des leviers du pouvoir et d'assurer une représentation plus équitable pour les groupes ethniques autres que les falins.

Les opérations de faible ampleur, mais fréquentes, menées par le MPC dans l'ouest ont, dans un nombre croissant de cas, immobilisé les FDC, de sorte que leur présence dans la province de Leppko (dans le sud du pays) est restée faible, ce qui a donné l'occasion à des éléments de la minorité Tatsi de lancer des attaques contre des entités gouvernementales. Au début, on a considéré qu'il ne s'agissait là que de quelques incidents à caractère local, ou peu s'en faut, mais on a rapidement constaté que ces activités se radicalisaient davantage, notamment lorsqu'elles prenaient la forme de représailles particulièrement brutales à l'encontre de civils de la communauté des falins. Se rendant compte que le gouvernement ne pouvait pas faire grand-chose pour s'opposer à eux, plusieurs de ces petits groupes rebelles ont décidé de s'unir, donnant ainsi naissance à un mouvement connu sous le nom de Combattants Indépendants du Sud- Carana (CISC).

### GROUPES REBELLES

**MPC** : Le MPC est une organisation qui revendique son caractère laïc et exerce une puissante force d'attraction ; on estime qu'il comprend quelque 10 000 combattants se répartissant en groupes de 700, et qu'il jouit probablement de l'appui de 10 000 à 20 000 sympathisants parmi la population civile, en particulier dans l'ouest, toutes les confessions religieuses étant représentées chez ceux qui le soutiennent. En raison du large soutien dont jouissent les rebelles auprès du public, et vu le mécontentement ressenti à l'égard du gouvernement, le nouveau rôle assumé par le MPC est perçu favorablement par la population de l'ouest du pays, où les koris sont majoritaires.

**CISC** : Les CISC sont un amalgame non structuré de groupes rebelles ayant des antécédents divers. Certains membres sont des déserteurs tatsis provenant des FDC, tandis que d'autres sont des réfugiés qui ont fui la guerre sévissant au Rimoso. On estime que quelque 3 000 combattants font partie de cette formation. C'est surtout dans la province de Leppko, où les tatsis occupent une position dominante, que les CISC peuvent compter sur le soutien de la population. La discipline et la cohésion internes au sein de ce groupe rebelle laissent actuellement à désirer.

### FORCES MILITAIRES

**Structure des FDC** : Les FDC ont un effectif total d'environ 20 000 militaires (17 500 pour l'armée de terre, 1 600 pour l'armée de l'air et 900 pour la marine). Les chefs de ces services sont sous l'autorité directe du Président. La principale composante des FDC est l'armée de terre, dont les membres sont principalement (mais non exclusivement) d'origine caranaise. Son haut commandement est composé presque exclusivement d'officiers supérieurs d'origine caranaise. Sa structure, qui comprend quatre secteurs de commandement, représente le pouvoir du gouvernement central dans toutes les régions du pays.

**Garde présidentielle** : La Garde présidentielle a un effectif équivalant à deux bataillons d'infanterie (environ 1 500 militaires) et ne fait pas partie des forces de défense régulières. Ses commandants et la plupart de ses officiers sont d'origine caranaise et sont recrutés par le Président Ogavo. Au cours des dernières années, des unités de la Garde présidentielle et de la Gendarmerie ont été déployées à plusieurs reprises pour lutter contre les groupes rebelles. La Garde présidentielle a la réputation d'être particulièrement brutale.

**Police et Gendarmerie** : Les forces de l'ordre du Carana comprennent deux entités, à savoir la Police nationale du Carana (PNC) et la Gendarmerie. Au cours des dernières années, toutes deux ont pâti d'une grave pénurie de personnel qualifié, du vieillissement de leurs effectifs, d'une faible motivation imputable au non-paiement des salaires, du manque de ressources logistiques et financières, et des lacunes observées en termes de formation. La présence des forces de police au Carana est très faible. La majorité des fonctionnaires de police sont des falins, même dans les régions dont la plus grande partie de la population est constituée par des minorités. Le taux de criminalité est élevé, en particulier dans les agglomérations, et un grand nombre de violations des droits de l'homme et d'actes de pillage commis par des membres des forces de l'ordre ont été signalés.

### Sécurité régionale

Il n'existe actuellement aucune menace externe à caractère militaire dirigée contre le Carana, bien que les relations avec ses voisins du sud (le Rimosa) et de l'ouest (le Katasi) soient tendues en raison de la présence de mouvements irrédentistes tatsi et kori.

### Sécurité intérieure

Les conditions de sécurité dans le pays sont instables. Les principaux problèmes liés à la sécurité intérieure ont trait au conflit persistant que se livrent les groupes armés et les forces gouvernementales (lesquelles sont en train de perdre du terrain), ainsi qu'au taux de criminalité élevé (dans les villes comme les campagnes) attribuable à la situation économique médiocre. Dans le nord et l'ouest, il apparaît de plus en plus clairement que des groupes criminels sous l'emprise des cartels basés au Sumora contrôlent les mines de diamants, probablement avec la complicité du gouvernement. On estime que 12 000 personnes ont été tuées au cours des six derniers mois, et qu'un grand nombre d'habitants (jusqu'à 200 000) ont été obligés de prendre la fuite suite aux affrontements qui ont eu lieu entre les forces gouvernementales et les rebelles dans le nord et le sud.

De nombreux civils ont été enlevés par des groupes armés, principalement par des éléments rebelles extrémistes, mais aussi par des militaires des FDC. Au niveau de l'ensemble du secteur, il n'existe aucune stratégie ou politique nationale de sécurité. Il n'y a actuellement aucun mécanisme national de coordination en place pour lancer le processus de transformation du secteur de la sécurité.

### Planification d'une opération de maintien de la paix des Nations unies au Carana

**SITUATION** : Le conflit qui persiste au Carana a conduit à une impasse, étant donné que le gouvernement n'est plus en mesure de contrôler de vastes zones du pays et que des éléments armés et extrémistes se sont, dans un nombre croissant de cas, mobilisés pour combler le vide qui s'était ainsi créé. Dans l'ouest, une structure de remplacement se met en place dans les zones contrôlées par le MPC, tandis que le sud est de plus en plus fragmenté, est dépourvu de tout type de structure et retombe sous le contrôle de dirigeants locaux agissant de manière autonome et prenant leurs distances par rapport aux CISC. Aucune entité n'est, à elle seule, capable d'aboutir par des moyens militaires à une sortie de conflit satisfaisante, les ressources sont limitées et les tensions ethniques et religieuses sont de plus en plus apparentes. Des atrocités sont commises dans plusieurs régions.

Le CRC a joué un rôle majeur en faisant progresser le processus de paix, notamment grâce aux efforts qu'il a déployés pour promouvoir l'**Accord de paix de Kalari**, qui a été signé par les FDC, le MPC et les CISC ; cet instrument offre la seule option valable pour l'instauration d'une paix durable et constitue une étape préalable essentielle à franchir pour être en mesure de remédier à long terme aux causes fondamentales du conflit. Les dispositions de l'Accord de paix prévoient la constitution d'un **Gouvernement de réconciliation nationale** qui soit pleinement représentatif, sous la direction d'un Premier Ministre de consensus, Lucien Langata. Il est convenu que des élections auront lieu dans un délai d'un an. Les fonctions de la mission d'observation (présence limitée) de la CRC (CRCAC) seront intégrées à celles de l'opération de maintien de la paix des Nations unies, et la plupart des observateurs seront réaffectés. Une force française spécialisée (Opération Intrépide) reste en place dans le sud du Carana, son mandat étant de poursuivre son action antiterroriste contre les extrémistes qui opèrent dans les montagnes situées en bordure de la frontière avec le Rimosa ; les responsables de l'opération de maintien de la paix devront établir des modalités de coopération et de liaison clairement définies avec cette force.

**La résolution 1544 du Conseil de Sécurité** a exprimé le désir de la communauté internationale de collaborer avec le Carana et de soutenir l'Accord de paix de Kalari, et a porté création de la Mission d'Assistance des Nations unies au Carana (MANUC).

**ORIENTATION STRATÉGIQUE** : L'orientation stratégique donnée à la MANUC, selon les lignes directrices fournies par le Secrétaire général et le Conseil de Sécurité, est la suivante :

« Chez eux en toute sécurité et dans la dignité. »

« L'objectif poursuivi par l'Organisation des Nations unies doit consister à contribuer à la création d'un environnement propice à la réconciliation nationale et à l'instauration d'une paix durable, avec la participation pleine et effective des femmes au processus de paix. Les efforts de l'Organisation des Nations unies viseront en priorité à instaurer une paix durable, notamment par la prise d'initiatives conçues pour mobiliser la société civile, renforcer la paix et stabiliser la situation. Le résultat final recherché est de permettre à un Carana uni de connaître la paix et la stabilité, et d'être un pays dans lequel règne l'état de droit, où les droits de l'homme sont respectés, où la protection de tous les civils est assurée, et où les déplacés et les réfugiés savent qu'ils peuvent rentrer chez eux en toute sécurité et dans la dignité. »

Tel est l'objectif poursuivi par le système des Nations unies pour le Carana ; sa réalisation dépendra notamment de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- La fourniture de conseils et d'une assistance à un gouvernement de transition, notamment dans le cadre du processus électoral ;
- La mise en place d'une force de maintien de la paix constituée d'environ 8 000 militaires et policiers disposant des moyens nécessaires pour, entre autres, surveiller le respect du cessez-le-feu et assurer la protection des civils et du personnel de l'ONU, ainsi que de ses installations ;
- La fourniture d'une aide humanitaire ;
- Le rétablissement de normes acceptables en matière de droits de l'homme.

**INTÉGRATION DE TOUS LES EFFORTS DES NATIONS UNIES au CARANA** : Un aspect essentiel du concept de mission consiste à intégrer les activités de toutes les composantes de la mission en fonction de priorités clairement établies pour l'ensemble des opérations afin d'assurer le plus haut degré possible de cohérence et d'unité dans l'effort. On s'attendra à ce que les diverses composantes de la mission (organique, militaire, de police et d'appui) alignent les concepts qui leur sont propres en matière d'opérations en fonction du concept de la mission. L'équipe de coordination des Nations unies participera et contribuera activement au processus de planification afin d'assurer l'alignement correct, la coordination et la cohérence des mesures à prendre pour élaborer la réponse escomptée de la part de l'ensemble du système des Nations unies. Ces mesures s'ajoutent à celles que le Groupe des Nations unies pour le développement s'est engagé à appliquer, ainsi qu'aux capacités de planification du Comité exécutif pour les affaires humanitaires et aux efforts des diverses institutions représentées au sein de l'Équipe spéciale intégrée. Une stratégie de communication globale sera élaborée dès que possible en consultation avec les partenaires des Nations unies. Cette stratégie devrait être mise en œuvre bien avant que la mission des Nations unies ne commence à assumer les responsabilités qui lui seront confiées. Son objectif consistera à aider les communautés locales, les parties au processus de paix et le grand public à comprendre le rôle des opérations de maintien de la paix des Nations unies au Carana.

